



AVIS D'ATTRIBUTION

[Article L2122-1-1 alinéa 1]

MISE A DISPOSITION PAR SNCF RESEAU D'UN TERRAIN D'UN TERRAIN NU DE 1260M2 SUR LA COMMUNE DE CARRY-LE-ROUET (13620) POUR UNE ACTIVITE DE VENTE, BUREAU, STOCKAGE, PARKING CLIENTELE.

- 1. SNCF Immobilier - Direction Immobilière Territoriale** Grand Sud de SNCF Immobilier, dont les bureaux sont sis 4 rue Léon Gozlan – CS 70014 – 13331 MARSEILLE Cedex 03, représentée par son Directeur Monsieur Frédéric BERNA dûment habilité. SNCF Immobilier (branche Immobilière de la Société nationale SNCF) agissant au nom et pour le compte de SNCF Réseau et conformément à la convention de gestion et de valorisation immobilière du 30 juillet 2015 par laquelle SNCF Immobilier a été mandatée pour la gestion et la valorisation du patrimoine immobilier de SNCF Réseau.
- 2. Correspondant :**
Renseignements techniques et administratifs : DIT Grand Sud, Gestionnaire Esset, M. Nicolas PELINQ / Courriel : nicolas.pelinq@esset-pm.com / Téléphone : 07.78.67.78.07 / Adresse : Agence Marseille – 152 avenue du Prado – 13008 Marseille.
- 3. Objet de la procédure :**
La présente procédure de mise en concurrence a pour objet la passation d'une convention d'occupation non constitutive de droits réels relative à la mise à disposition d'un terrain nu de 1260m2 environ situé 31 avenue Pierre Sémard à Carry-Le-Rouet (13620) pour une activité de vente, bureau, stockage, parking clientèle
- 4. Procédure :**
La convention d'occupation non constitutive de droits réels est passée selon la procédure de sélection préalable de l'article L2122-1-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques.
- 5. Attribution :**
Par application des critères de choix pondérés annoncés dans le règlement de la consultation remis aux candidats, SNCF Réseau a décidé d'attribuer la convention d'occupation à la société : **SUD TRAVAUX PROVENCE 13**, dont le siège est sis : 12 Avenue Draïo de la MAR, à CARRY-LE-ROUET (13 620).

Prise d'effet de la convention d'occupation : 15 avril 2022.
- 6. Modalités de consultation de la convention d'occupation**
Sous réserve notamment des secrets protégés par la loi, tout intéressé qui en fait la demande peut obtenir accès au contrat objet du présent avis. Les demandes de consultation, sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, aux coordonnées postales reprises au point 2.
- 7. Information sur les recours**
Recours en contestation de la validité de la convention dans un délai de 2 mois devant :

Tribunal administratif de Marseille
31 rue Jean-François Leca
CS 60642
13235 Marseille Cedex 2
Tél. : 04 91 13 48 13
Courriel: greffe.ta-marseille@juradm.fr